

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 65

[C — 2002/27002]

29 NOVEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2001;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 20 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 octobre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 octobre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'accord-cadre, conclu le 16 mai 2000, pour le secteur non-marchand wallon prévoit une revalorisation importante des salaires du personnel des services du secteur des personnes handicapées applicable le 1^{er} octobre 2000;

Considérant qu'aux termes de cet accord, il était prévu, en ce qui concerne l'harmonisation des barèmes, qu'une commission tripartite (Région wallonne, employeurs, travailleurs) examinerait en septembre 2000 le travail réalisé dans les différentes commissions paritaires à propos des échelles de conversion et leur impact budgétaire;

Considérant qu'en date du 15 décembre 2000, le Gouvernement a pris acte des résultats des travaux réalisés par les commissions paritaires concernées par l'accord-cadre précité; qu'à cette même date, il a fixé les enveloppes définitives pour l'harmonisation barémique;

Considérant qu'en fonction de ces enveloppes, des négociations tripartites se sont tenues pour la définition des modalités d'application concernant le secteur de l'accueil et de l'hébergement des personnes handicapées, relevant de la commission paritaire 319;

Considérant que, lors de l'ultime rencontre, qui s'est déroulée le 10 mai 2001, un accord est intervenu, suivant lequel ont été déterminées les échelles barémiques applicables durant la période couverte par l'accord-cadre;

Considérant que ces échelles ont fait l'objet d'une convention collective de travail signée le 10 mai 2001;

Considérant, en conséquence, que la Région wallonne doit au plus vite octroyer aux services subventionnés concernés les moyens destinés au financement de cet accord, afin que les travailleurs puissent en bénéficier;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.**Art. 2.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière est complété par la disposition suivante :

« 11° le cadastre de l'emploi : le document visé à l'article 29, § 2 de l'arrêté du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels, d'accueil de jour et de placement familial pour personnes handicapées. »

Art. 3. L'article 15, § 3, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les charges de personnel admissibles sont les rémunérations et charges complémentaires établies conformément aux barèmes prévus à l'annexe 2 du présent arrêté. »

Art. 4. L'article 15, § 3, alinéa 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il s'agit d'un travailleur engagé dans le cadre d'un programme de résorption du chômage pour lequel le service perçoit une subvention autre que celles prévues par le présent arrêté, la subvention couvre uniquement les interventions obligatoires restant à charge de l'employeur pour ce travailleur. »

Art. 5. Un chapitre III, intitulé « Subvention complémentaire » et rédigé comme suit, est inséré dans le titre IV du même arrêté :« Art. 20bis. § 1^{er}. Dans la limite des montants prévus au § 2, l'Agence octroie aux services une subvention complémentaire pour assurer le financement du volume d'emploi couvert par la subvention forfaitaire annuelle visée à l'article 15, § 1^{er}.

§ 2. L'Agence répartit cette subvention supplémentaire entre les services sur les périodes et à concurrence des montants suivants :

1° période 1 : 300 000 francs (7.436,81 euros) pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2000;

2° période 2 : 1 500 000 francs (37.184,03 euros) pour l'année 2001;

3° période 3 : 2 700 000 francs (66.931,26 euros) pour l'année 2002;

4° période 4 : 96.678,48 euros pour l'année 2003;

5° période 5 : 126.425,70 euros pour l'année 2004;

6° période 6 : 148.736,12 euros pour l'année 2005.

Ces montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix (indice santé), conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 105,21 du 1^{er} juillet 2000.

Art. 20^{ter}. § 1^{er}. Le calcul des suppléments visés à l'article 20^{bis}, § 2 résulte de la multiplication par un coefficient de revalorisation des subventions visées à l'article 15, § 1^{er}, déduction faite du montant repris à l'article 15, § 2, alinéa 3.

Le coefficient de revalorisation exprime le différentiel, pour chaque service, entre les coûts salariaux issus des barèmes visés à l'annexe 2 et ceux issus des barèmes visés aux annexes 3 à 8 du présent arrêté, selon les périodes définies à l'article 20^{bis}, § 2 et la grille de concordance des échelles de traitement établie à l'annexe 9 du présent arrêté.

Le coefficient de revalorisation, exprimé en pourcentage, est déterminé pour chaque service sur base des données qu'il a renseignées via le cadastre de l'emploi et des paramètres définis à l'annexe 1 du présent arrêté.

§ 2. A partir des exercices 2006 et suivants, le calcul des subventions visées à l'article 20^{bis}, § 1^{er} est réalisé sur la base des barèmes, hors allocation spéciale, visés à l'annexe 8 du présent arrêté et sur base du coefficient de charges patronales fixé à l'article 15, § 3, réduit de 2,49 %.

Art. 20^{quater}. En ce qui concerne le supplément à octroyer pour la période allant du 1^{er} octobre 2000 au 31 décembre 2000, le coefficient de revalorisation appliqué sur les subventions dues au service résulte des données du cadastre de l'emploi 2000.

Ce même coefficient de revalorisation sert de base pour octroyer le supplément relatif à l'exercice 2001, compte tenu d'une ancienneté individuelle augmentée d'une année.

Pour le supplément à octroyer pour les exercices 2002 à 2005, le coefficient de revalorisation appliqué sur les subventions dues au service résulte des données du cadastre de l'emploi de l'exercice antérieur, compte tenu d'une ancienneté individuelle augmentée chaque fois d'une année.

Art. 20^{quinqies}. Au terme des quatre dernières périodes visées à l'article 20^{bis}, § 2 le total des suppléments est limité au montant prévu à ce même article. Cette limitation est répartie sur l'ensemble des services via l'application d'un coefficient correcteur.

Ce coefficient est établi comme suit :

1° le montant du numérateur correspond au crédit déterminé à l'article 20^{bis}, § 2 pour la période concernée;

2° le montant au dénominateur correspond au total des suppléments initialement calculés pour cette même période.

Art. 20^{sexies}. Au terme de chacune des six périodes visées à l'article 20^{bis}, § 2, le solde éventuellement non utilisé est reporté sur l'année suivante. »

Art. 6. Les annexes 1 à 9 du présent arrêté constituent les annexes 2 à 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de vie journalière.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2000.

Art. 8. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 novembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Annexe 1

Le coefficient visé à l'article 5 du présent arrêté s'applique au cours des six périodes visées à l'article 3 §2 du présent arrêté.

Il correspond aux coefficients C1, C2, C3, C4, C5 et C6 définis ci-après applicables respectivement aux cinq périodes susdites :

$$C1 = \frac{(B1 - B0) \times 100}{B0}, C2 = \frac{(B2 - B0) \times 100}{B0}, C3 = \frac{(B3 - B0) \times 100}{B0},$$

$$C4 = \frac{(B4 - B0) \times 100}{B0}, C5 = \frac{(B5 - B0) \times 100}{B0}, C6 = \frac{(B6 - B0) \times 100}{B0},$$

où

B0 = coûts salariaux initiaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 2 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90, compte tenu des revalorisations barémiques jusqu'au 31/01/96 inclus et d'une allocation spéciale de 20 000 BEF à l'indice 100 du 01/01/90.

B1 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 3 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 16 000 BEF au même indice.

B2 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 4 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 15 400 BEF au même indice.

B3 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 5 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 11 600 BEF au même indice.

B4 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 6 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 8 000 BEF au même indice.

B5 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 7 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 4 600 BEF au même indice.

B6 = coûts salariaux par service calculés sur base des barèmes de l'annexe 8 du présent arrêté rattachés à l'indice 100 du 01/01/90 et compte tenu d'une allocation spéciale de 2 400 BEF au même indice.

Ces barèmes sont susceptibles d'une révision à la hausse et l'allocation spéciale d'une révision à la baisse, en fonction du solde budgétaire non utilisé du montant alloué pour la période 6 tel que défini à l'article 3, § 2.

Annexe 2

Barèmes initiaux (B0) utilisés pour la fixation des coefficients C1, C2, C3, C4 et C5 visés à l'annexe 1

Anc. péc.	6	15
0	512 565	600 221
1	518 244	611 071
2	523 923	621 920
3	529 602	632 769
4	529 602	632 769
5	537 493	643 619
6	537 493	643 619
7	545 385	658 078
8	545 385	658 078
9	555 590	686 999
10	555 590	686 999
11	567 185	715 919
12	567 185	715 919
13	578 780	741 226
14	578 780	741 226
15	593 211	766 533
16	593 211	766 533
17	607 641	791 840
18	607 641	791 840
19	622 071	817 147
20	622 071	817 147
21	636 501	842 454
22	636 501	842 454
23	650 932	867 761
24	650 932	867 761
25	665 362	893 068
26	665 362	893 068
27	679 792	918 375
28	679 792	918 375
29	694 222	943 682
30	694 222	943 682
31	694 222	943 682

Annexe 3

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C1 visé à l'annexe 1

Anc. péc.	5	24
0	518 440	659 050
1	531 552	676 494
2	537 221	685 173
3	542 890	701 702
4	544 016	701 702
5	551 455	718 233
6	552 582	718 233
7	560 021	737 650
8	561 148	737 650
9	570 438	768 637
10	574 856	771 558
11	585 482	802 544
12	586 833	802 544
13	597 460	830 640
14	598 811	830 640
15	611 707	858 736
16	613 058	858 736
17	625 953	886 831
18	627 304	886 831
19	640 198	914 927
20	641 549	914 927
21	654 444	943 023
22	655 795	943 023
23	668 691	971 119
24	670 042	971 119
25	682 936	991 365
26	684 287	991 365
27	697 182	1011 610
28	698 533	1011 610
29	711 447	1031 856
30	711 447	1031 856
31	711 447	1031 856

Annexe 4

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C2 visé à l'annexe 1

Anc. péc.	5	24
0	519 322	667 874
1	533 548	686 307
2	539 216	694 661
3	544 884	712 042
4	546 179	712 042
5	553 550	729 425
6	554 845	729 425
7	562 217	749 586
8	563 512	749 586
9	572 665	780 883
10	577 746	784 242
11	588 227	815 538
12	589 781	815 538
13	600 262	844 052
14	601 816	844 052
15	614 481	872 566
16	616 035	872 566
17	628 699	901 080
18	630 253	901 080
19	642 918	929 594
20	644 471	929 594
21	657 136	958 109
22	658 689	958 109
23	671 355	986 623
24	672 908	986 623
25	685 573	1006 109
26	687 126	1006 109
27	699 791	1025 595
28	701 344	1025 595
29	714 031	1045 082
30	714 031	1045 082
31	714 031	1045 082

Annexe 5

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C3 visé à l'annexe 1

Anc. péc.	5	24
0	524 903	723 761
1	546 190	748 459
2	551 849	754 751
3	557 508	777 529
4	559 872	777 529
5	566 814	800 308
6	569 179	800 308
7	576 121	825 179
8	578 486	825 179
9	586 770	858 439
10	596 048	864 572
11	605 610	897 832
12	608 447	897 832
13	618 009	928 995
14	620 846	928 995
15	632 053	960 158
16	634 889	960 158
17	646 095	991 322
18	648 932	991 322
19	660 139	1022 485
20	662 975	1022 485
21	674 182	1053 649
22	677 018	1053 649
23	688 225	1084 813
24	691 062	1084 813
25	702 268	1099 491
26	705 105	1099 491
27	716 311	1114 169
28	719 149	1114 169
29	730 395	1128 847
30	730 395	1128 847
31	730 395	1128 847

Annexe 6

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C4 visé à l'annexe 1

Anc. péc.	5	24
0	530 191	776 707
1	558 167	807 339
2	563 817	811 679
3	569 467	839 569
4	572 845	839 569
5	579 380	867 460
6	582 759	867 460
7	589 294	896 794
8	592 673	896 794
9	600 133	931 913
10	613 387	940 675
11	622 077	975 794
12	626 130	975 794
13	634 821	1009 467
14	638 874	1009 467
15	648 699	1043 141
16	652 751	1043 141
17	662 576	1076 814
18	666 629	1076 814
19	676 453	1110 488
20	680 506	1110 488
21	690 331	1144 162
22	694 383	1144 162
23	704 208	1177 835
24	708 261	1177 835
25	718 085	1187 958
26	722 138	1187 958
27	731 963	1198 081
28	736 016	1198 081
29	745 898	1208 203
30	745 898	1208 203
31	745 898	1208 203

Annexe 7

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C5 visé à l'annexe 1

Anc. péc.	5	24
0	535 185	826 712
1	569 478	862 949
2	575 120	865 444
3	580 762	898 163
4	585 097	898 163
5	591 248	930 881
6	595 584	930 881
7	601 735	964 430
8	606 071	964 430
9	612 754	1001 305
10	629 763	1012 550
11	637 630	1049 425
12	642 831	1049 425
13	650 700	1085 469
14	655 900	1085 469
15	664 421	1121 513
16	669 621	1121 513
17	678 141	1157 557
18	683 342	1157 557
19	691 861	1193 601
20	697 062	1193 601
21	705 582	1229 645
22	710 783	1229 645
23	719 303	1265 689
24	724 504	1265 689
25	733 023	1271 510
26	738 225	1271 510
27	746 744	1277 331
28	751 946	1277 331
29	760 539	1283 151
30	760 539	1283 151
31	760 539	1283 151

Annexe 8

Barèmes utilisés pour la fixation du coefficient C6 visé à l'annexe 1

Anc. péc.	5	24
0	538 417	859 068
1	576 797	898 931
2	582 434	900 233
3	588 071	936 076
4	593 025	936 076
5	598 928	971 919
6	603 883	971 919
7	609 785	1008 195
8	614 740	1008 195
9	620 920	1046 206
10	640 360	1059 058
11	647 694	1097 069
12	653 638	1097 069
13	660 974	1134 647
14	666 917	1134 647
15	674 593	1172 224
16	680 537	1172 224
17	688 212	1209 802
18	694 156	1209 802
19	701 832	1247 380
20	707 775	1247 380
21	715 451	1284 958
22	721 395	1284 958
23	729 071	1322 536
24	735 014	1322 536
25	742 689	1325 573
26	748 634	1325 573
27	756 309	1328 610
28	762 253	1328 610
29	770 013	1331 647
30	770 013	1331 647
31	770 013	1331 647

Annexe 9

Fonction	N° échelle annexe 3	N° échelle annexes 4 à 9	Age minimum
Assistant AVJ	6	5	18
Coordinateur	15	24	24

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 novembre 2001 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 relatif aux services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 29 novembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 65

[C — 2002/27002]

29 NOVEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijkse leven, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2001;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 20 november 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 oktober 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 oktober 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de op 16 mei 2000 gesloten raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector voorziet in aanzienlijke loonsverhogingen voor het personeel van de diensten uit de sector van de gehandicapte personen en dat die van toepassing zijn sinds 1 oktober 2000;

Overwegende dat, wat de harmonisatie van de loonschalen betreft, die overeenkomst bepaalt dat een driedelige commissie (Waals Gewest, werkgevers, werknemers) in september 2000 het werk zou onderzoeken dat binnen de verschillende paritaire commissies is verricht m.b.t. de conversieschalen en de budgettaire weerslag ervan;

Overwegende dat de Regering op 15 december 2000 kennis heeft genomen van de resultaten van het werk verricht door de bij bovenbedoelde raamovereenkomst betrokken paritaire commissies; dat ze op dezelfde datum de kredieten voor de harmonisatie van de loonschalen definitief heeft vastgelegd;

Overwegende dat op grond van die kredieten driedelige onderhandelingen zijn gevoerd om de toepassingsmodaliteiten te bepalen voor de sector onthaal en opvang van gehandicapte personen, die onder de paritaire commissie 319 valt;

Overwegende dat tijdens de laatste onderhandelingen, die gevoerd werden op 10 mei 2001, een overeenkomst is gesloten voor de vastlegging van de loonschalen die van toepassing zullen zijn gedurende de periode waarop de raamovereenkomst betrekking heeft;

Overwegende dat die loonschalen het voorwerp hebben uitgemaakt van een collectieve arbeidsovereenkomst die ondertekend werd op 10 mei 2001;

Overwegende dat het Waalse Gewest dan ook zo spoedig mogelijk de middelen voor de financiering van die overeenkomst ter beschikking moet stellen van de betrokken gesubsidieerde diensten opdat hun werknemers daaruit voordeel kunnen halen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.**Art. 2.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijkse leven wordt aangevuld als volgt :

« 11° tewerkstellingskadaster : het document bedoeld in artikel 29, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen. »

Art. 3. Artikel 15, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De toelaatbare personeelskosten zijn de bezoldigingen en aanvullende lasten bepaald overeenkomstig de loonschalen bedoeld in bijlage 2 bij dit besluit. »

Art. 4. Artikel 15, § 3, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Als het gaat om een werknemer die in dienst genomen wordt in het kader van een programma voor werkloosheidsbestrijding en voor wie de dienst een andere toelage geniet dan die waarin dit besluit voorziet, dekt de toelage enkel de verplichte tegemoetkomingen die voor bedoelde werknemer ten laste blijven van de werkgever. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk III, met als opschrift « Bijkomende toelage », ingevoegd. Het luidt als volgt :

« Art. 20bis. § 1. Binnen de perken van de in § 2 bedoelde bedragen verleent het Agentschap de diensten een bijkomende toelage voor de financiering van het tewerkstellingsvolume waarop de in artikel 15, § 1, bedoelde toelage betrekking heeft.

§ 2. Het Agentschap verdeelt de bijkomende toelage onder de diensten als volgt :

1. periode 1 : 300 000 BEF (7.436,81 euro) van 1 oktober tot 31 december 2000;
2. periode 2 : 1 500 000 BEF (37.184,03 euro) voor het jaar 2001;
3. periode 3 : 2 700 000 BEF (66.931,26 euro) voor het jaar 2002;
4. periode 4 : 96.678,48 euro voor het jaar 2003;
5. periode 5 : 126.425,70 euro voor het jaar 2004;
6. periode 6 : 148.736,12 euro voor het jaar 2005.

Die bedragen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen (gezondheidsindex), overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

Zij worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 105,21 van 1 juli 2000.

Art. 20ter. § 1. Het bedrag van de in artikel 20bis, § 2, bedoelde bijkomende toelage wordt verkregen door de in artikel 15, § 1, bedoelde toelagen met een revalorisatiecoëfficiënt te vermenigvuldigen, na aftrek van het bedrag bedoeld in artikel 15, § 2, derde lid.

De revalorisatiecoëfficiënt drukt voor elke dienst het verschil uit tussen de loonkosten gekoppeld aan de loonschalen bedoeld in bijlage 2 en die bedoeld in de bijlagen 3 tot 8 bij dit besluit, al naar gelang de periodes bedoeld in artikel 25bis, § 2, en de concordantietabel van de loonschalen die vastligt in bijlage 9 bij dit besluit.

De in percent uitgedrukte revalorisatiecoëfficiënt wordt voor elke dienst bepaald op grond van de gegevens die hij heeft verstrekt via het tewerkstellingskadaster en van de parameters bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit.

§ 2. Vanaf de boekjaren 2006 en volgende worden de in artikel 20bis, § 1, bedoelde toelagen, de bijzondere toelage niet inbegrepen, berekend op grond van de loonschalen bedoeld in bijlage 8 bij dit besluit en op grond van de met 2,49 % verminderde coëfficiënt van de werkgeverslasten bedoeld in artikel 15, § 3.

Art. 20quater. Wat betreft het supplement voor de periode 1 oktober 2000-31 december 2000, wordt de revalorisatiecoëfficiënt voor de berekening van de aan de dienst verschuldigde toelagen vastgelegd op grond van de gegevens uit het tewerkstellingskadaster 2000.

De revalorisatiecoëfficiënt dient als basis voor de berekening van het supplement voor het boekjaar 2001, rekening houdende met het feit dat de individuele anciënniteit telkens verhoogd wordt met één jaar.

Wat betreft het supplement voor de boekjaren 2002 tot 2005, wordt de revalorisatiecoëfficiënt voor de berekening van de aan de dienst verschuldigde toelagen vastgelegd op grond van de gegevens uit het tewerkstellingskadaster van het voorafgaande boekjaar, rekening houdende met het feit dat de individuele anciënniteit telkens verhoogd wordt met één jaar.

Art. 20quinquies. Aan het einde van de vier laatste periodes bedoeld in artikel 20bis, § 2, wordt het aldus verkregen supplemententotaal eventueel beperkt tot het bedrag bedoeld in hetzelfde artikel 20bis, § 2. De beperking wordt over het geheel van de diensten verdeeld op grond van een bijsturingcoëfficiënt.

Die coëfficiënt wordt bepaald als volgt :

1. het bedrag van de teller stemt overeen met het krediet bedoeld in artikel 20bis, § 2, voor de betrokken periode;
2. het bedrag van de noemer stemt overeen met het totaal van de supplementen die aanvankelijk werden berekend voor dezelfde periode.

Art. 20sexies. Aan het einde van elk van de zes periodes bedoeld in artikel 20bis, § 2, mag het eventueel ongebruikte begrotingssaldo desnoods worden overgeheveld naar het volgende jaar. »

Art. 6. De bijlagen 1 tot 9 bij dit besluit vormen de bijlagen 2 tot 10 bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2000.

Art. 8. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 29 november 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

Bijlage 1

De in artikel 5 van dit besluit bedoelde coëfficiënt wordt toegepast in de loop van de zes periodes bedoeld in artikel 3, § 2, van dit besluit.

Hij stemt overeen met de onderstaande coëfficiënten C1, C2, C3, C4, C5 en C6 toepasselijk in de loop van de vijf bovenbedoelde periodes :

$$C1 = \frac{(B1 - B0) \times 100}{B0}, C2 = \frac{(B2 - B0) \times 100}{B0}, C3 = \frac{(B3 - B0) \times 100}{B0},$$

$$C4 = \frac{(B4 - B0) \times 100}{B0}, C5 = \frac{(B5 - B0) \times 100}{B0}, C6 = \frac{(B6 - B0) \times 100}{B0},$$

Waarbij :

B0 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen in bijlage 2 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met de geldelijke opwaarderingen tot 31/01/96 en met een bijzondere toelage van 20 000 BEF op de index 100 van 01/01/90.

B1 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen in bijlage 3 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 16 000 BEF op dezelfde index.

B2 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 4 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 15 400 BEF op dezelfde index.

B3 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 5 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 11 600 BEF op dezelfde index.

B4 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 6 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 8 000 BEF op dezelfde index.

B5 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 7 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 4 600 BEF op dezelfde index.

B6 = aanvankelijke loonkosten per dienst berekend op grond van de loonschalen van bijlage 8 bij dit besluit en gekoppeld aan het spilindexcijfer 100 van 01/01/90, rekening houdende met een bijzondere toelage van 2 400 BEF op dezelfde index.

Die loonschalen zijn vatbaar voor herziening naar boven en de bijzondere toelage voor herziening naar beneden, al naargelang het ongebruikte begrotingssaldo van het voor periode 6 toegekende bedrag, zoals bepaald in artikel 3, § 2.

Bijlage 2

Aanvankelijke loonschalen (B0) voor de bepaling van de coëfficiënten C1, C2, C3, C4 en C5 bedoeld in bijlage 1

Geld. anc.	6	15
0	512 565	600 221
1	518 244	611 071
2	523 923	621 920
3	529 602	632 769
4	529 602	632 769
5	537 493	643 619
6	537 493	643 619
7	545 385	658 078
8	545 385	658 078
9	555 590	686 999
10	555 590	686 999
11	567 185	715 919
12	567 185	715 919
13	578 780	741 226
14	578 780	741 226
15	593 211	766 533
16	593 211	766 533
17	607 641	791 840
18	607 641	791 840
19	622 071	817 147
20	622 071	817 147
21	636 501	842 454
22	636 501	842 454
23	650 932	867 761
24	650 932	867 761
25	665 362	893 068
26	665 362	893 068
27	679 792	918 375
28	679 792	918 375
29	694 222	943 682
30	694 222	943 682
31	694 222	943 682

Bijlage 3

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C1 bedoeld in bijlage 1

Geld. anc.	5	24
0	518 440	659 050
1	531 552	676 494
2	537 221	685 173
3	542 890	701 702
4	544 016	701 702
5	551 455	718 233
6	552 582	718 233
7	560 021	737 650
8	561 148	737 650
9	570 438	768 637
10	574 856	771 558
11	585 482	802 544
12	586 833	802 544
13	597 460	830 640
14	598 811	830 640
15	611 707	858 736
16	613 058	858 736
17	625 953	886 831
18	627 304	886 831
19	640 198	914 927
20	641 549	914 927
21	654 444	943 023
22	655 795	943 023
23	668 691	971 119
24	670 042	971 119
25	682 936	991 365
26	684 287	991 365
27	697 182	1011 610
28	698 533	1011 610
29	711 447	1031 856
30	711 447	1031 856
31	711 447	1031 856

Bijlage 4

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C2 bedoeld in bijlage 1

Geld. anc.	5	24
0	519 322	667 874
1	533 548	686 307
2	539 216	694 661
3	544 884	712 042
4	546 179	712 042
5	553 550	729 425
6	554 845	729 425
7	562 217	749 586
8	563 512	749 586
9	572 665	780 883
10	577 746	784 242
11	588 227	815 538
12	589 781	815 538
13	600 262	844 052
14	601 816	844 052
15	614 481	872 566
16	616 035	872 566
17	628 699	901 080
18	630 253	901 080
19	642 918	929 594
20	644 471	929 594
21	657 136	958 109
22	658 689	958 109
23	671 355	986 623
24	672 908	986 623
25	685 573	1006 109
26	687 126	1006 109
27	699 791	1025 595
28	701 344	1025 595
29	714 031	1045 082
30	714 031	1045 082
31	714 031	1045 082

Bijlage 5

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C3 bedoeld in bijlage 1

Geld. anc.	5	24
0	524 903	723 761
1	546 190	748 459
2	551 849	754 751
3	557 508	777 529
4	559 872	777 529
5	566 814	800 308
6	569 179	800 308
7	576 121	825 179
8	578 486	825 179
9	586 770	858 439
10	596 048	864 572
11	605 610	897 832
12	608 447	897 832
13	618 009	928 995
14	620 846	928 995
15	632 053	960 158
16	634 889	960 158
17	646 095	991 322
18	648 932	991 322
19	660 139	1022 485
20	662 975	1022 485
21	674 182	1053 649
22	677 018	1053 649
23	688 225	1084 813
24	691 062	1084 813
25	702 268	1099 491
26	705 105	1099 491
27	716 311	1114 169
28	719 149	1114 169
29	730 395	1128 847
30	730 395	1128 847
31	730 395	1128 847

Bijlage 6

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C4 bedoeld in bijlage 1

Geld. anc.	5	24
0	530 191	776 707
1	558 167	807 339
2	563 817	811 679
3	569 467	839 569
4	572 845	839 569
5	579 380	867 460
6	582 759	867 460
7	589 294	896 794
8	592 673	896 794
9	600 133	931 913
10	613 387	940 675
11	622 077	975 794
12	626 130	975 794
13	634 821	1009 467
14	638 874	1009 467
15	648 699	1043 141
16	652 751	1043 141
17	662 576	1076 814
18	666 629	1076 814
19	676 453	1110 488
20	680 506	1110 488
21	690 331	1144 162
22	694 383	1144 162
23	704 208	1177 835
24	708 261	1177 835
25	718 085	1187 958
26	722 138	1187 958
27	731 963	1198 081
28	736 016	1198 081
29	745 898	1208 203
30	745 898	1208 203
31	745 898	1208 203

Bijlage 7

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C5 bedoeld in bijlage 1

Geld. anc.	5	24
0	535 185	826 712
1	569 478	862 949
2	575 120	865 444
3	580 762	898 163
4	585 097	898 163
5	591 248	930 881
6	595 584	930 881
7	601 735	964 430
8	606 071	964 430
9	612 754	1001 305
10	629 763	1012 550
11	637 630	1049 425
12	642 831	1049 425
13	650 700	1085 469
14	655 900	1085 469
15	664 421	1121 513
16	669 621	1121 513
17	678 141	1157 557
18	683 342	1157 557
19	691 861	1193 601
20	697 062	1193 601
21	705 582	1229 645
22	710 783	1229 645
23	719 303	1265 689
24	724 504	1265 689
25	733 023	1271 510
26	738 225	1271 510
27	746 744	1277 331
28	751 946	1277 331
29	760 539	1283 151
30	760 539	1283 151
31	760 539	1283 151

Bijlage 8

Loonschalen gebruikt voor de bepaling van coëfficiënt C6 bedoeld in bijlage 1

Geld. anc.	5	24
0	538 417	859 068
1	576 797	898 931
2	582 434	900 233
3	588 071	936 076
4	593 025	936 076
5	598 928	971 919
6	603 883	971 919
7	609 785	1008 195
8	614 740	1008 195
9	620 920	1046 206
10	640 360	1059 058
11	647 694	1097 069
12	653 638	1097 069
13	660 974	1134 647
14	666 917	1134 647
15	674 593	1172 224
16	680 537	1172 224
17	688 212	1209 802
18	694 156	1209 802
19	701 832	1247 380
20	707 775	1247 380
21	715 451	1284 958
22	721 395	1284 958
23	729 071	1322 536
24	735 014	1322 536
25	742 689	1325 573
26	748 634	1325 573
27	756 309	1328 610
28	762 253	1328 610
29	770 013	1331 647
30	770 013	1331 647
31	770 013	1331 647

Bijlage 9

Functie	Schaalnr. Bijlage 3	Schaalnr. Bijlage 4 tot en met 9	Minimumleeftijd
Assistent AVJ	6	5	18
Coördinator	15	24	24

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 november 2001 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 29 november 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE